



TOUJOURS CHANGER D'AVENIR !

Après le choix majoritaire des Guadeloupéens en décembre 2015 de *changer d'avenir*, on dirait que les comportements du passé nous rattrapent. **L'élection présidentielle de 2017 vient nous répéter que l'avenir de la Guadeloupe n'est pas à l'ordre du jour pour la France.**

Place à la compétition franco-française pour le contrôle du pouvoir d'Etat français ! Eternels supporteurs jamais acteurs... ***Mi sé sa ka sanm nou !***

Nous cherchions à nous guérir du passé en construisant nous-mêmes un avenir différent de celui qu'on nous imposait depuis *santanmilan* de l'extérieur, voici que nous rechutons à la première injonction française. Entre notre propre avenir qui appelle notre intelligence de nous-mêmes et un passé sous tutelle, nous voulant incapables de la moindre démarche propre, nous voilà pris dans un *dévitès* !

En guise de justification, de beaux esprits nous sortent les mots de «*pragmatisme*» ou de «*realpolitik* », alors qu'il s'agit tout simplement pour certains de chercher « *comment se placer du côté du plus fort* »... Rien que pour la faveur d'être dans les petits papiers du futur président de France ou en Guadeloupe le relais de service. C'est ce type de démarche qui conditionne le peuple guadeloupéen à faire acte d'allégeance à qui tiendra le manche. Fillon, Hamon, Le Pen, Mélenchon ou Macron, *dènyé kras a boyo* du système, chacun trouvera ici la soumission nécessaire, parce que les mentalités y sont préparées par nos propres élus.

En décembre 2015, après avoir subi la Droite et la Gauche françaises, depuis si longtemps, nous pensions que l'heure était venue de tenter de maîtriser notre destin. Il fallait cesser de compter sur les yeux des autres pour voir son chemin et sur les jambes des autres pour se mettre en marche. Hélas ! Les vieux plis nous paralysent. Les yeux des autres occupent encore la place des nôtres.

Notre représentation politique croit encore tirer sa légitimité de son allégeance au Pouvoir de France, plus que de la décision souveraine des électeurs guadeloupéens. Pourtant, l'exemple des deux derniers présidents de Région, parlementaires, membres des majorités politiques gouvernant la France et devenus ministres, pourrait donner à réfléchir. Ils semblaient puissants et invincibles parce qu'ils naviguaient dans les hautes sphères gouvernementales parisiennes. Ils sont tombés en Guadeloupe, par la seule volonté des citoyens guadeloupéens.

Oublier qui l'on est pour faire acte d'allégeance aux puissants plus vite que le temps mis, ici-même, à obtenir la confiance de son propre peuple, tout cela porte un nom : *Servilité*. Aujourd'hui, force est de constater que, chez certains, la bouche peut ne jurer que par la Guadeloupe quand le cerveau est fortement soumis à Paris, par profond complexe d'infériorité. Pour ces présidentielles, l'élu guadeloupéen n'imagine toujours pas que sa responsabilité ne consiste pas à miser obligatoirement sur un cheval, quel qu'il soit, surtout en tant que futur palefrenier.

La République d'en France dégénère à vue d'œil. De corruption en vaines promesses, elle nourrit de son sein l'enfant du nazisme. Et nos élus continuent à s'agenouiller devant ce modèle à la dérive. **Pourquoi se précipiter pour sombrer avec lui ? Il y a tant à construire ici avec les nôtres, tant de confiance à consolider au sein du peuple de décembre 2015, qui voulait tant changer d'avenir ! N'avions-nous pas compris qu'il s'agissait désormais de S'APPARTENIR ?**

KSG

18 mars 2017